



Distr. : GENERALE

E/ECA/TPCW.3/8

20 avril 1982

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

NATIONS UNIES

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième réunion de la Conférence des
ministres

Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne)

27-30 avril 1982

PROGRAMME DE TRAVAIL DES INSTITUTIONS REGIONALES ET SOUS-REGIONALES

PARRAINÉES PAR LA CEA POUR LA PERIODE BIENNALE 1982-1983

PROGRAMME DE TRAVAIL DES INSTITUTIONS REGIONALES ET SOUS-REGIONALES
PARRAINÉES PAR LA CEA POUR LA PERIODE BIENNALE 1982-1983

1. A sa septième réunion, tenue à Freetown en mars-avril 1981, la Conférence des ministres de la CEA a adopté la résolution 409(XVI) relative aux institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA dans laquelle elle chargeait le Secrétaire exécutif de la CEA de présenter tous les deux ans le Programme de travail des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la Commission. Dans le présent document le secrétariat s'est efforcé pour la première fois de présenter un rapport relatif à la période biennale 1982-1983.
2. Afin d'aider à établir le rapport, les chefs de secrétariat de chacune des institutions a été invité à soumettre à la CEA un programme de travail pour la période biennale 1982-1983. Bien que le secrétariat ait disposé de peu de temps pour accomplir cette tâche, celle-ci a été rendue plus aisée du fait que les responsables de ces organisations ont été invités à soumettre leurs rapports par l'intermédiaire des présidents des groupes de travail respectifs. On se souviendra que cinq groupes de travail avaient été créés, lors de la Conférence inaugurale à laquelle participaient les représentants de 24 institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA, sur la base de leurs domaines de spécialisation. Ces domaines sont les suivants:
 - a) Services s'occupant des questions financières et bancaires (quatre institutions)
 - b) Services en matière de ressources de la terre (cinq institutions);
 - c) Développement et services industriels (six institutions);
 - d) Planification et gestion du développement économique et social (six institutions)
 - e) Commerce et transports (trois institutions).
3. Les présidents des cinq groupes de travail ont été invités à établir des programmes de travail sur la base des renseignements présentés par les institutions concernant leur propre domaine de spécialisation. Les rapports ont été réunis et annexés au présent document.

ANNEXE

PREMIERE PARTIE

GROUPE DE TRAVAIL SUR LES SERVICES S'OCCUPANT DES QUESTIONS
FINANCIERES ET BANCAIRES

A. Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest

1. Programme de travail

1. Le programme de travail de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest (CCAO) s'établit comme suit pour 1982 :

a) Réunion ordinaire du Sous-Comité des questions de changes et de compensation, mai 1982, Conakry (Guinée);

b) Première réunion annuelle de l'Assemblée générale de l'Association des banquiers de l'Afrique de l'Ouest, mai 1982, Conakry (Guinée);

c) Deuxième réunion ordinaire du Conseil exécutif de l'Association des banquiers de l'Afrique de l'Ouest, mai 1982, Conakry (Guinée);

d) Participation à des réunions internationales pertinentes sur les questions commerciales, monétaires et financières;

e) Poursuite de l'étude sur les chèques de voyage ouest-africains;

f) Poursuite de l'étude sur la création d'une maison de commission ouest-africaine;

g) Séminaires et réunions de travail sur les procédures opérationnelles et autres activités de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest;

h) Autres activités intéressant la réalisation des objectifs de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest.

2. Budget

2. Les budgets de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest ne sont établis, à l'avance, qu'un pour un exercice.

3. Le dernier budget, pour 1981/82, s'établit comme suit :

	<u>Dollars des Etats-Unis</u>
Total du budget ordinaire	461 120,00
Total du budget d'équipement	57 273,00
Assistance du PNUD (1978-1981)	585 000,00

B. Banque africaine de développement

Programme de travail

4. Le groupe de la BAD vient de lancer son deuxième programme quinquennal de prêts (1982-1986), dans le cadre duquel un montant de 6 milliards d'unités de compte de la Banque sera consacré au développement de l'Afrique, soit une augmentation de 143 p. 100 par rapport à la première période quinquennale de planification. Au cours des cinq prochaines années, il est prévu que la part des prêts de la BAD passera des 52 p. 100 en 1982 à 61 p. 100 en 1986, tandis que la part du FAD diminuera, passant de 44 à 34 p. 100. Néanmoins, au cours de cette période, le montant total des prêts augmentera de 20 p. 100 par an. Dans le cas de la BAD le montant augmentera de 24 p. 100; dans celui du FAD de 15 p. 100 et, en ce qui concerne le NTF (Nigérian Trust Fund), de 11 p. 100 (voir tableau 1). Il est prévu que le Groupe mettra l'accent sur l'importance de l'agriculture par rapport aux services publics.

5. Le programme pour 1983, dont la valeur a été fixée à 927 millions d'unités de compte, représentera une augmentation de 26 p. 100 du montant total des prêts qui seront consentis en 1982. L'ensemble des prêts qui seront consentis par le Groupe au cours des deux années devrait se chiffrer à 1 665 000 000 d'unités de compte et être conforme à l'ordre de priorité fixé pour 1982-1986, la part la plus importante allant à l'agriculture, suivie des transports et des services publics. Des parts moins importantes du montant total des prêts devraient aller à l'industrie, aux banques de développement, à l'enseignement et à la santé.

6. Pour couvrir les prêts qui seront consentis au cours de la période biennale 1982-1983, le Conseil des gouverneurs du Groupe de la Banque a approuvé une augmentation du capital autorisé, qui passera de 1 270 000 000 à 2 385 000 000 d'unités de compte. Les négociations en vue de la troisième opération de reconstitution du Fonds africain de développement ont été achevées en prévoyant un programme d'au moins 1 milliard d'unités de compte pour la période 1982-1985.

7. Afin de mieux orienter ses interventions opérationnelles futures dans les secteurs prioritaires le Groupe de la Banque entreprend actuellement des études dans les domaines des stratégies alimentaires et des ressources énergétiques.

C. Centre africain d'études monétaires

1. Programme d'activités pour les années 1982-1983

8. Le programme de travail du Centre pour 1982 et 1983 se compose de deux parties.

9. La première partie traite des études que le Centre compte entreprendre.

10. Les questions qui ont été retenues aux fins d'étude tiennent compte des décisions pertinentes du Plan d'action de Lagos, des propositions faites par les banques centrales membres de l'Association des banques centrales africaines lors des réunions des divers comités sous-régionaux et de séminaires organisés par le Centre.

Tableau 1. Programme de prêts du Groupe de la BAD, 1982-1986

(millions d'unités de compte)^{a/}

Pourcentage		1983	Pourcentage	1984	Pourcentage	1985	Pourcentage	1986	Pourcentage	Total	Pourcentage	Taux de crois- sance annuel ajusté (en pourcentage)
52	514	55	6,655	58	854	60	1,111	61	3,515	58	24	
44	368	40	415	37	507	36	645	34	3,257	37	15	
5	45	5	50	4	60	4	60	3	250	4	11	
	927		1,120		1,421		1,816		6,022		20	

~~103 95~~ dollars des Etats-Unis.

~~972 07~~ dollars des Etats-Unis.

11. La deuxième partie traite du programme de formation. Comme dans le passé, le programme de formation comportera des séminaires, des colloques et des placements inter-banques. La poursuite du programme est justifiée par le bon accueil réservé au programme précédent. Le nouveau programme a cependant bénéficié de l'expérience acquise lors de la mise en oeuvre du programme précédent. En outre, un cours de base révisé intitulé "Programme de formation de base" y a été incorporé.

a) Obstacles d'ordre monétaire et financier au commerce intra-africain

12. Cette étude a pour objet de rechercher des moyens de développer les échanges entre pays africains. Ce développement des échanges doit englober les marchandises existantes ainsi que celles qui pourraient être produites grâce à une croissance collective.

13. Dans l'étude, on s'efforcera tout d'abord de montrer la mesure dans laquelle la structure du commerce intra-africain est faible et d'indiquer ~~autant que possible la~~ ~~corrél~~ ~~ation~~ ~~entre~~ ~~l'évolution~~ ~~de ce commerce~~ ~~et~~ ~~l'évolution~~ ~~de la~~ ~~balance~~ ~~des~~ ~~paiements~~ courants. Ensuite, on y examinera les obstacles actuels au développement des échanges entre pays africains, en particulier ceux qui tiennent au manque d'informations sur les marchés africains et aux problèmes de paiements entre partenaires africains.

14. Le problème du marché africain sera examiné en termes généraux dans le contexte de l'information commerciale. Une attention particulière sera accordée à trois questions, à savoir le rôle des intermédiaires financiers dans le commerce international et intra-africain (relations entre banques commerciales en Afrique), le financement du commerce intra-africain et les monnaies de règlement utilisées entre Africains.

15. Une partie de l'étude traitera des difficultés qui tiennent au système des changes et aux accords de paiements existants. Les problèmes qui découlent du développement des échanges seront également abordés (complémentarité de la production, déséquilibres éventuels de la balance des paiements, mécanismes susceptibles de réduire leurs effets sur l'économie, etc.).

16. L'étude aura donc pour objet d'identifier les obstacles d'ordre monétaire et financier au commerce intra-africain et de formuler des recommandations appropriées.

b) Les marchés parallèles en Afrique et leurs conséquences pour la coopération et le développement

17. Les travaux de recherche visent trois objectifs :

a) Identifier l'ampleur des transactions aux frontières;

b) Expliquer la genèse et la persistance de ces marchés;

c) Décrire de façon exhaustive les mécanismes de ces marchés afin de déterminer les mesures susceptibles de résorber la coopération et l'intégration sous-régionales.

18. Le problème sera examiné aux niveaux national et sous-régional et les renseignements obtenus auprès de sources officielles grâce aux enquêtes qui seront entreprises seront pris en considération. D'autres renseignements seront également recueillis auprès des chambres de compensation, des chambres de commerce et des banques commerciales.

c) Développement du marché de capitaux en Afrique

19. Cette étude aura pour objet de définir les caractéristiques du marché des capitaux, son fonctionnement et son interaction avec d'autres institutions financières spécialisées et les autorités monétaires.

20. On s'efforcera, dans cette étude, de justifier l'"hypothèse du marché des capitaux efficace" en procédant à une étude détaillée de quatre marchés de capitaux existant en Afrique (c'est-à-dire le Nigéria, la Côte d'Ivoire, le Maroc et le Kenya), en analysant :

a) la mesure dans laquelle l'objectif est atteint et sa contribution au ~~développement~~ économique;

b) les conditions à remplir en matière d'enregistrement et la mesure dans laquelle elles découragent ou encouragent ceux qui ~~cherchent~~ à obtenir de capitaux;

c) le système opérationnel;

d) la répartition du capital-actions et ses effets sur l'économie.

21. L'étude aura également pour objet d'étudier la possibilité de mettre en place un marché régional des capitaux plutôt que de créer des marchés des capitaux dans différents pays en raison, essentiellement, des faibles dimensions de leur économie et du volume peu élevé des revenus et de l'épargne. Dans ce contexte, il sera tenu compte de facteurs tels que la libre circulation des capitaux, des dividendes et des bénéfices, des accords portant création de marchés communs et de l'harmonisation des dispositions en matière de contrôle des changes. Etant donné que le marché des capitaux du Kenya opère actuellement à l'échelle régional, il serait utile d'étudier le cas de ce marché. Les marchés régionaux des capitaux conviendraient particulièrement aux pays membres de la BCEAO et de la BEAC.

d) Création d'un fonds monétaire africain

22. La proposition qui figure dans le Plan d'action de Lagos tendant à créer un fonds monétaire africain ne contient aucun détail. En conséquence, il convient d'entreprendre des études détaillées sur les modalités de création d'un FMA.

23. Dans l'étude de fonds ne sera pas conçu comme une institution remplaçant le FMI mais comme un organisme qui aura pour objet de traiter des problèmes particuliers qui se posent, sur le plan économique, aux pays africains et, plus précisément, de l'aspect structurel des problèmes de balance des paiements. Il s'agira tout d'abord d'essayer de démontrer la nature particulière des problèmes de balance des paiements des pays africains. On s'efforcera ensuite d'indiquer la manière dont la nouvelle institution pourrait résoudre le problème. Une attention particulière sera accordée aux problèmes pratiques et fondamentaux qu'il faudrait résoudre avant de créer un fonds monétaire africain.

24. Il faut, en particulier, trouver des réponses aux questions suivantes :

a) Qui pourra devenir membre du fonds et quels seront les critères d'adhésion ?

b) Comment le fonds fonctionnera-t-il ?

c) D'où proviendront ses ressources et comment pourra-t-on les augmenter pour que'elles soient suffisamment importantes pour permettre au fonds de réaliser l'objectif qui est de fournir aux pays africains un appui en matière de balance de paiements ?

d) Quels seront les services offerts par le fonds ?

25. La question de la conditionalité devra être étudiée aussi attentivement que possible de façon à éviter les difficultés que les pays africains rencontrent avec les institutions internationales existantes en raison de la rigidité excessive du système de conditionalité. Il sera nécessaire de trouver un juste milieu entre la prudence financière et le besoin de souplesse.

26. Il faudra résoudre le problème d'un "accord institutionnel" de base de façon à assurer que le fonds demeure sous le contrôle des pays africains, bien qu'il puisse admettre des souscriptions non africaines.

27. On se propose de faire de cette question l'objet d'une étude conjointe à laquelle participeraient les institutions telles que la BAD, l'OUA et la CEA qui pourraient également être associées à la création du fonds.

e) Les investissements étrangers en Afrique : possibilités d'harmoniser les codes d'investissement des pays africains

28. Etant donné les diverses difficultés rencontrées par les pays africains lorsqu'il s'agit d'attirer les investissements privés étrangers et que ces pays ont à faire face à un concurrent habile, il est nécessaire d'adopter une politique commune à l'égard des investissements étrangers.

29. L'harmonisation des codes d'investissement sera entreprise aux niveaux sous-régional et régional, les objectifs étant les suivants :

a) Elaborer une définition commune des investissements privés étrangers de façon à les distinguer de l'aide étrangère;

b) Déterminer les avantages communs que les pays africains peuvent conjointement offrir aux investisseurs étrangers;

c) Etudier les politiques et stratégies africaines pour ce qui est des facilités accordées par le code d'investissement aux investisseurs étrangers;

d) Ajuster l'avantage minimum susmentionné en fonction des ressources spécifiques et naturelles de chaque sous-région;

e) Limiter le dynamisme stratégique et spéculatif des investissements étrangers (établissement d'un code africain des avantages comparatifs);

f) Formuler le code d'investissement de façon à ce qu'il devienne plus opérationnel.

30. Il s'agira également d'étudier les conséquences de l'harmonisation.

f) La structure et le rôle des taux d'intérêt en Afrique

31. Cette étude aura pour objet d'analyser les raisons profondes de la divergence des taux d'intérêt entre les marchés monétaires organisés et non organisés, l'absence de liens entre ces marchés et le rôle, si rôle y a, que la banque centrale devrait jouer pour combler cet "écart d'intérêt" dans ses efforts de promotion tendant à développer et à intégrer les mécanismes financiers d'un pays. Nul n'ignore que dans certains pays le taux d'intérêt est fixé par les autorités monétaires alors que dans quelques autres c'est l'interaction

32. Dans bon nombre de pays l'émission publique intérieure a assumé les propositions d'une crise et dans un grand nombre d'entre eux des programmes délibérés de stabilisation économique ont été conçus pour réduire l'inflation et les dépenses publiques renouvelables. Le taux d'intérêt est un instrument parmi d'autres utilisé pour atteindre ces objectifs. Il conviendrait d'étudier les effets éventuels de ces programmes publics de stabilisation sur les taux d'intérêt réels et nominaux.

33. La question de la politique des taux d'intérêt est une question controversée : le niveau actuellement faible des taux d'intérêt ne reflète pas, comme le prétendent certains experts, la pénurie de capitaux dans les pays africains et devrait relevé pour atteindre le niveau de ceux prélevés par les requins de la finance; les taux d'intérêt élevés ne favorisent pas la formation de capital; la stabilité des prix à court terme, dont les taux d'intérêt élevés ne sont qu'un aspect parmi d'autres en période d'inflation, est contraire à l'objectif de croissance à long terme de la banque centrale; et les taux d'intérêt ne sont que d'une utilité réduite pour la politique de la banque centrale en l'absence d'intermédiaires financiers adéquats. La plupart de ces controverses et d'autres exigent que des études empiriques soient entreprises dans un certain nombre de pays représentatifs avant que l'on ne puisse formuler des conclusions concrètes. Il est donc nécessaire de procéder, sur place, à des recherches dans les domaines et pays ci-après : dans les systèmes économiques où la banque centrale n'intervienne pratiquement pas ou pas du tout, dans la détermination du taux d'intérêt, comme au Libéria et au Kenya; dans ceux où le taux d'intérêt est statutaire, comme au Soudan et en Zambie; dans ceux où des marchés monétaires et des marchés de capitaux embryonnaires sont en train de naître, comme en Côte d'Ivoire et au Nigéria; et dans ceux où il existe une communauté bancaire internationale off-shore et on-shore relativement bien implantée comme en Tunisie.

g) Le Fonds africain de garantie mutuelle et de solidarité

34. L'objet du Fonds africain de garantie mutuelle et de solidarité est de promouvoir les investissements dans les secteurs agricoles et industriels ainsi que d'offrir des garanties pour des prêts analogues. Le Fonds financerait également des études de préinvestissement dans les secteurs agricoles et industriels ainsi que des projets intéressant plusieurs Etats. En effet, le Fonds africain de garantie mutuelle et de solidarité engloberait, du moins au début, le Fonds africain de solidarité alimentaire et le développement agricole ainsi que le Fonds africain de solidarité industrielle. Deux raisons principales pourraient être avancées pour justifier la création d'un tel fonds : le développement insuffisant de l'infrastructure financière et la nécessité de réaliser la coopération et l'intégration économiques.

35. Les ressources du fonds proviendraient des contributions des Etats membres ou d'Etats non membres ou, encore, d'emprunts à des conditions libérales auprès d'institutions des pays de l'OPEP. En outre, le Fonds africain de garantie mutuelle et de solidarité pourrait assurer la mobilisation des excédents financiers et de la petite épargne en Afrique.

36. Le Fonds accorderait des crédits à moyen et à long terme pour financer des projets agricoles ou industriels profitables. Il garantirait, tout en respectant un certain quota, les prêts consentis dans des domaines prioritaires au titre de projets sous-régionaux et régionaux qui auraient pour objectif de développer le commerce intra-africain.

37. Le Fonds africain de garantie mutuelle et de solidarité fournirait également une assistance technique. L'on espère également que les recettes provenant des opérations du Fonds pourraient être utilisées pour fournir une bonification d'intérêts sur certains prêts.

38. Etant donné qu'il existe déjà d'autres institutions financières, notamment la BAD et le FAD, qui ont des objectifs analogues, il serait nécessaire d'instaurer des relations de coopération entre ces institutions de façon à éviter la concurrence et les doubles emplois.

39. Etant donné qu'il s'agit là d'une des institutions que les chefs d'Etat de l'OUA ont décidé de créer, le Centre prévoit qu'il sera invité à collaborer avec d'autres institutions comme l'OUA, la CEA et la BAD dans la mise en oeuvre pratique de cette décision. C'est la raison pour laquelle cette étude figure dans son programme de travail.

h) Etablissement d'une banque d'affaires à l'intention des pays ACP

40. L'objectif général de la banque d'affaires sera de promouvoir l'expansion rapide des exportations des pays ACP, l'accent étant mis en particulier sur la promotion du commerce intra-ACP.

41. Une étude de faisabilité sur la question a été élaborée par un groupe d'experts désignés par le Secrétaire général adjoint à la coopération technique pour le développement de l'Organisation des Nations Unies et placé sous la présidence de M. J.M. Frimpong-Ansah.

42. A la suite de la décision prise par les chefs d'Etat de l'OUA de créer la banque, le secrétariat des pays ACP a invité un certain nombre d'institutions à examiner la question de l'application de cette décision. Parmi les questions en suspens il convient de citer les suivantes :

a) La structure financière, la portée et les méthodes de travail ainsi que l'organisation et la gestion de la banque;

b) L'élaboration de directives concernant le fonctionnement et le règlement intérieur de ses principaux départements;

c) L'élaboration des statuts de la banque;

d) La participation d'Etats et d'organes n'appartenant pas au groupe des pays ACP au capital de la banque;

e) L'emplacement du siège de la banque.

43. Le Centre ayant été invité à participer aux délibérations, il a jugé nécessaire d'inclure cette question dans son programme de travail.

2. Programme de formation

a) Placement inter-banques

44. Comme au cours des deux dernières années, le programme de placement inter-banques comprendrait deux parties : le programme de détachement auprès d'une autre banque en vue d'une formation en cours d'emploi et le programme de placement inter-banques proprement dit. Dans le cadre de la première partie, le personnel d'une banque centrale donnée serait détaché dans des départements, sections ou divisions d'une autre banque centrale afin de comparer les méthodes de travail appliquées ailleurs et de s'en inspirer. Le second élément qui est le programme de placement inter-banques proprement dit consisterait à faire profiter un membre du personnel d'une banque centrale d'un programme de formation organisé et dirigé par un autre membre afin que le premier bénéficie des connaissances et des compétences qui sont transmises par cette banque à son propre personnel.

45. Comme par le passé, tous les placements seront effectués par le canal du Centre.

46. Le Centre recommande en conséquence l'approbation et la poursuite du programme de placement inter-banques pour la période 1982-1983.

b) Séminaires

47. Cet élément du programme de formation a remarquablement contribué à l'amélioration de la valeur professionnelle du personnel des banques centrales, amélioration qui est le principal objectif du programme de formation du Centre. Il a attiré des experts internationaux et des cadres des institutions financières et monétaires du monde entier; les uns et les autres ont été informés sur des questions qui ont permis au personnel des banques centrales de comprendre les problèmes complexes auxquels il se heurte actuellement. Cette partie du programme de formation a également ouvert davantage l'esprit des participants en les mettant au contact d'autres expériences vécues par des collègues des banques centrales, en particulier au cours des débats. De surcroît, ces séminaires ont abouti à la production de documents instructifs très utiles, d'inspiration aussi bien théorique qu'empirique. Ces documents paraissent et continueront de paraître, après chaque séminaire, sous forme d'ouvrages de référence à mettre à la disposition de toutes les banques membres.

48. A en juger d'après l'expérience vécue, les objectifs des séminaires ont été atteints dans une très grande mesure. Le Centre voudrait par conséquent recommander la tenue de quatre autres séminaires au cours de la période 1982-1983, à raison d'un dans chacune des quatre sous-régions de l'Association.

49. Le Centre voudrait proposer les quatre sujets pertinents suivants pour ces séminaires.

a) Problème de la dette extérieure des pays africains au cours des années 80;

b) Contrôle des changes et développement économique dans les pays africains;

c) Financement du développement;

d) Formation et perfectionnement du personnel des banques centrales

c) Programme de formation de base

50. Les activités récemment menées au Centre lors des deux dernières années indiquent que ce dernier disposera de toutes les salles de classe nécessaires pour dispenser ses cours de formation de base à la fin de 1982.

51. Le Centre recommande par conséquent de commencer en 1982 le programme de formation de base qui se compose de deux stages, l'un sur la statistique et les techniques de recherche et l'autre sur la comptabilité nationale et la programmation financière.

52. Chaque stage durerait six semaines. Toutefois, étant donné le coût très élevé des services d'interprétation simultanée et compte tenu de la nécessité de promouvoir davantage de contacts entre les participants francophones et anglophones, on propose d'organiser les stages séparément en prévoyant la participation à chacun d'eux des deux groupes linguistiques. Les stages seraient ainsi assurés de la façon suivante :

Période	Stage	Langue d'enseignement
Octobre - novembre 1982	Statistique et techniques de recherche	Anglais et français
Février - mars 1983	Comptabilité nationale et programmation financière	Français et anglais

53. Le contenu de chaque stage reste le même que dans le programme de travail 1980-1981.

d) Colloque

54. Les résultats du colloque de 1980 ont été impressionnants à tous égards. Ce colloque a permis non seulement de fournir un cadre de discussion des questions principales susceptibles de dominer le cours des événements dans le système monétaire international lors de la décennie à venir, voire de le déterminer entièrement, mais aussi de faire passer le Centre africain d'études monétaires au premier plan de l'actualité.

55. Le Centre qui espère organiser un colloque de cette nature un an sur deux souhaiterait en organiser un second sur le thème des problèmes de balance des paiements des pays africains.

56. Le second colloque différerait légèrement dans la forme du premier; il s'articulerait sur quatre sujets au lieu de huit. Ainsi, les participants auront la possibilité d'analyser pleinement les questions soulevées autant dans les documents que lors des cours. Cette fois-ci, le Centre envisage de n'inviter que quatre spécialistes pour diriger les débats. Le colloque en question se tiendra hors de Dakar et à une échelle plus réduite que celui de 1980.

57. Le Centre recommande ainsi l'approbation de l'idée du second colloque.

II. GROUPE DE TRAVAIL SUR LES SERVICES EN MATIERE DE RESSOURCE DE LA TERRE

58. Pour l'exercice biennal 1982-1983, les centres et institutions intensifieront les activités qu'ils mènent actuellement afin de devenir plus opérationnels dès que possible.

59. Ces activités couvrent les domaines suivants :

a) Formation de spécialistes africains qualifiés en vue de les employer dans les centres, ce qui garantirait la qualité des services fournis par ces centres, et de créer ou de renforcer des structures nationales permettant aux Etats membres d'utiliser des technologies nouvelles. Cette formation devrait également s'adresser aux formateurs;

b) Organisation de stages d'actualisation des connaissances;

c) Missions de sensibilisation dans les pays membres afin d'en obtenir un appui significatif. Ces missions pourraient être combinées avec les stages dans les domaines spécifiques dont les centres s'occupent.

60. Les ressources financières constituent le problème fondamental dans l'exécution des programmes et projets :

a) Equipement et investissements, centres de réception des données, augmentation du nombre des instruments, bâtiments, etc.;

b) Dépenses renouvelables afférentes à ces investissements, fonctionnement et entretien des installations, dépenses relatives au personnel etc.;

c) Projets de développement à court, à moyen et à long terme.

III. GROUPE DE TRAVAIL SUR LE DEVELOPPEMENT ET LES SERVICES INDUSTRIELS

A. Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques

61. Conformément au chapitre sur la technologie et aux priorités sectorielles du Plan d'action de Lagos, les activités pour la période 1982-1983 porteront sur la formation et le recyclage dans le cadre de programmes spécifiques de formation professionnelle déjà établis à l'intention de la main-d'œuvre technique de niveaux moyen et supérieur au titre de la phase I dans les domaines suivants :

- a) Génie agricole et technologie alimentaire;
- b) Génie électromécanique et industries du bâtiment;
- c) Formation d'enseignants techniques et, éventuellement, génie écologique.

62. En outre, on envisage de mettre en route un ensemble de projets en vue de faire fonctionner un bureau d'échange d'informations.

63. Des cours de formation de brève durée sont prévus dans les domaines suivants : gestion technique, techniques de communication de masse en matière industrielle (cours se poursuivant à l'heure actuelle) ainsi que bâtiment et gestion des ressources en eau.

64. Les cours à temps plein programmés sont les suivants :

- a) Etudes de trois semestres en vue de l'obtention d'un diplôme spécial dans des techniques de fonderie déterminées (affinage des métaux, alliages, production industrielle);
- b) Préparation de quatre semestres à la licence dans la technologie des instruments;
- c) Préparation de quatre à six semestres (selon le niveau des stagiaires) débouchant sur la licence en enseignement technique et en élaboration de programmes d'enseignement technique.

65. Six projets sont prévus dans les dix domaines dans lesquels a été divisée la gamme tout entière des activités d'après le type de production. Les données obtenues dans ce cadre et à partir d'autres sources contribueront à la banque de données du bureau d'échange d'informations.

66. Parmi les autres activités figurent une mission d'appel de fonds à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique, un appel d'offres et des études techniques en vue de la construction des bâtiments, l'acquisition du matériel d'enseignement ainsi qu'une intensification effective de la collaboration avec les organismes multilatéraux et autres.

67. Le recyclage de courte durée mettra à jour les connaissances des cadres et gens de métier dans les techniques efficaces et contribueront ainsi à la diffusion de la technologie adéquate, et, tout comme les cours à temps plein, aidera à enrichir la base technologique des Etats membres. Les cours à temps plein visent essentiellement à faire acquérir par ceux qui ont déjà reçu une formation de technicien, d'ingénieur et de scientifique conforme aux programmes traditionnels, les aptitudes et les connaissances techniques spécialisées nécessaires au niveau de l'atelier et pour les activités de R - D en vue de la production industrielle, de la conception et de l'établissement des plans et de la réorientation technique de l'enseignement, en commençant par la formation et le recyclage des enseignants techniques.

68. Les travaux correspondant à la phase I se poursuivront jusqu'en 1985, époque à laquelle les services de base seront transférés au siège permanent du Centre et d'autres cours seront organisés dans des domaines tels que les télécommunications, l'électronique et l'utilisation de l'énergie, en l'absence desquels les programmes actuels doivent faire appel à un concours extérieur par trop important.

69. Les cours dispensés à l'Institut durant la période correspondant à la phase I permettront de former des spécialistes dans dix domaines principaux considérés comme "rentables" :

a) Génie agricole, technologie alimentaire et technologie pharmaceutique :

- i) Ingénieurs agricoles (mécanisation et bâtiments agricoles);
- ii) Spécialistes de la technologie alimentaire (traitement, conservation et production);
- iii) Spécialistes de la technologie pharmaceutique (fabrication, contrôle de la qualité, homologation);

b) Formation de professeurs, d'éducateurs et d'instructeurs (enseignement technique) :

- i) Professeurs/éducateurs(enseignement technique);
- ii) Instructeurs (enseignement technique);

c) Electromécanique :

- i) Ingénieurs et technologues industriels (tous secteurs);
- ii) Techniciens (tous secteurs);

d) Electronique et télécommunications :

- i) Ingénieurs et technologues électroniciens;
- ii) Ingénieurs et technologues des télécommunications;
- iii) Techniciens en électronique et télécommunications.

70. Pour chacune de ces catégories, on procèdera à des enquêtes sur les besoins et les disponibilités en personnel dans une dizaine de pays africains pouvant compter plus de cinquante ingénieurs ou spécialistes de la technologie par million d'habitants et, dans la mesure où il existe bien plus de pays de ce genre, les pays faisant l'objet de l'enquête seront regroupés, au terme d'une préévaluation, en fonction de leurs analogies sectorielles plutôt qu'en fonction de critères géographiques. La priorité sera accordée aux pays qui disposent non seulement d'organes de décision en matière de technologie (qu'il convient de distinguer des organes chargés des questions scientifiques) mais aussi d'organes de coordination de la recherche technologique et industrielle, dans la mesure où l'organisation des études entreprises sur le terrain sera largement fonction des préparatifs effectués par les organes en question.

2. Problèmes

71. Pour l'essentiel, les problèmes rencontrés tiennent à la lenteur avec laquelle les pays adhèrent au Centre et à la lenteur plus prononcée encore avec laquelle les membres versent leur contribution. Ils tiennent également au fait que le personnel, toutes catégories confondues, est en nombre nettement insuffisant, qu'il s'agisse du personnel de soutien ou du personnel d'encadrement, même dans le domaine des activités relatives à l'infrastructure. Enfin, ils découlent du fait que même dans les Etats membres on ignore souvent l'identité du responsable, voire le nom du ministère chargé des relations avec l'Institut, qu'il s'agisse de la formation, de la participation, des versements etc., ce que complique encore la non-communication des changements de personnel dans les ministères, lesquels ne réagissent que rarement aux communications importantes qui leur sont faites. Enfin, les membres du Bureau et du Conseil ne participent que rarement aux réunions prévues et il est bien connu que le courrier n'arrive pas.

B. Centre régional africain de conception et de fabrication techniques

72. A la troisième réunion du Conseil exécutif qui s'est tenue en juillet 1981, le programme de travail du Centre pour la période de 1981 (juillet-décembre) restant à s'écouler et pour l'ensemble de l'année 1982 a été soumis à l'approbation des membres. Divers événements étant intervenus entre-temps, le programme de travail pour 1982 a dû être remis à jour.

73. Le programme de travail pour 1982 a été établi sur le même modèle, c'est-à-dire en trois parties, à savoir : organisation, construction de l'infrastructure et programme d'ingénierie.

74. En raison de certaines contraintes, le Centre n'a pu se voir attribuer en 1981 un terrain susceptible d'accueillir ses installations. C'est ce qui explique que certaines activités ayant trait à la construction de l'infrastructure et qui avaient été prévues dans le programme de 1981 ont dû être reportés à 1982.

75. Dans l'élaboration de son programme de travail, le Centre s'est essentiellement attaché à mettre en oeuvre les directives pertinentes du Plan d'action de Lagos, en particulier dans les domaines de l'agriculture et de l'industrie. C'est ce qui a amené le Centre à s'attaquer à la composante mécanique de son programme à ce stade initial.

76. Le programme de construction mécanique de 1982 a pris un modeste départ dans la mesure où il s'est limité à la formation d'ingénieurs en conception mécanique formés dans les installations prêtées par l'Ecole polytechnique d'Ibadan. Le Centre s'attache actuellement à étudier la construction d'un petit nombre de produits relevant des secteurs prioritaires.

77. A supposer que le Centre puisse acquérir le terrain nécessaire à son implantation dans le courant du premier trimestre 1982, il est prévu que l'essentiel des travaux de planification et de conception du Centre ainsi que de construction seront commencés en 1982. Etant donné que les prix montent en flèche, il est essentiel d'accélérer la construction du Centre.

1. Programme de travail

a) Mise en place de l'organisation

i) Recrutement du personnel suivant :

- Directeur (services de formation et de vulgarisation)
- Conseiller technique (conception)
- Ingénieurs principaux de la production
- Ingénieurs d'études principaux
- Ingénieurs d'études
- Responsable des finances
- Chef de secrétariat
- Traducteurs en langue française
- Dessinateurs
- Secrétaire
- Sous-ingénieurs de production
- Technicien (travaux d'impression et archives)

ii) Organisation de stages de formation à l'intention de l'ingénieur principal de la production et des ingénieurs d'études principaux (à l'étranger) et à l'intention des dessinateurs (au Centre même);

- iii) Organisation de visites dans les pays membres en vue d'établir des contacts étroits et d'associer les pays membres au projets en cours;
- iv) Recouvrement des contributions des pays membres;
- v) Renforcement des prises de contact avec les pays sympathisants et les donateurs potentiels en vue d'aider le Centre sous forme de dons de machines-outils et/ou sous la forme d'une aide financière et suivi de ces activités;
- vi) Mesures diverses :
 - Locaux supplémentaires (environ 250 m2) en vue d'abriter les bureaux provisoires;
 - Logement communautaire des stagiaires originaires des pays membres;
 - Résidences du personnel d'encadrement;
 - Locaux destinés à abriter les machines actuellement en cours de livraison et destinées aux stages de formation;
- vii) Mise au point du règlement du personnel et des règlements financiers et établissement de procédures administratives détaillées;
- viii) Acquisition de matériel destiné au bureau d'étude et d'équipement audio-visuel et d'instruments;
- ix) Acquisition de modèles et de maquettes et d'équipement destinés aux ateliers de formation et au laboratoire.
- b) Construction de l'infrastructure du Centre (planification, préparation et construction proprement dite)
 - i) Levé topographique et étude du sol en vue de l'implantation du Centre;
 - ii) Obtention d'un titre de priorité non restrictif du gouvernement du pays hôte;
 - iii) Désignation officielle des architectes et mise au point du plan d'ensemble et calendrier de la conception et de la construction du Centre;
 - iv) Achèvement des travaux concernant l'architecture des bâtiments, des ateliers, du laboratoire, des bâtiments résidentiels et de l'infrastructure;
 - v) Mise au point de la liste des machines-outils et de l'équipement en général avec leur fiche technique et lancement d'appels d'offres en vue de l'acquisition de l'équipement ou du matériel correspondant à la première phase;
 - vi) Désignation d'entrepreneurs pour la construction de la clôture de l'ensemble du complexe et d'un entrepreneur pouvant assurer le défrichage et le nivellement du terrain en vue de la construction des locaux correspondant à la première phase;

- vii) Lancement d'appels d'offres correspondant à diverses activités de construction, sélection des entrepreneurs et passation des marchés,
- viii) Pose de la première pierre;
- ix) Commande de machines-outils et du matériel nécessaire à la réalisation de la première phase;
- x) Achèvement des travaux relatifs à l'implantation des machines-outils et de l'équipement nécessaires à la première phase de la construction;
- xi) Raccordement au chantier des services d'eau et d'électricité;
- xii) Construction de l'infrastructure : voies d'accès, réseaux d'approvisionnement en eau et en énergie électrique;
- xiii) Acquisition et stockage des matériaux de construction; début de la construction des locaux, des ateliers, du laboratoire et des bâtiments résidentiels du Centre (tandis que les travaux des constructions se poursuivent, les bureaux devraient être livrés en juin 1983 et l'atelier entre juin et décembre 1983).

c) Programme technique

78. Le programme de travail du Centre pour 1982 sera axé sur la mise en oeuvre des directives pertinentes du Plan d'action de Lagos, en particulier dans les secteurs de l'industrie et de l'agriculture. Le Plan d'action de Lagos met tout particulièrement l'accent sur la formation et le recrutement du personnel spécialisé dans le domaine de la construction et de la fabrication de biens d'équipement dans les secteurs prioritaires de l'agriculture, de la métallurgie, des transports, de la construction et de la manutention. Le Plan d'action de Lagos préconise par ailleurs une féconde collaboration entre les pays d'Afrique, d'une part, et entre ces pays et d'autres pays en développement, notamment le groupe des 77 d'autre part, (voir paragraphes 79 b), 91 a), 92 c) et 99). Compte tenu des directives susmentionnées, le programme technique comporte les éléments suivants :

i) Formation

Organisation d'un programme de formation de trois à six mois à l'intention d'ingénieurs-mécaniciens dans le domaine de la conception mécanique, par groupes de vingt à vingt cinq. Reprise du programme de formation en cours d'année à l'intention d'autres groupes, la distinction étant faite entre les groupes de stagiaires des pays anglophones et ceux des pays francophones, selon les besoins, et entre les ingénieurs et les techniciens devant se spécialiser dans les divers domaines de la conception mécaniques.

ii) Conception

Conception et établissement de plans en vue de la fabrication des machines et de l'équipement suivants, poursuite des activités de conception et diffusion des plans aux Etats membres :

- Equipement et rizière;
- Matériel agricole (à main ou à traction animale);
- Pompes à eau;
- Equipement de traitement du gari;
- Plans et matériel de levage;

Lancement des activités relatives à l'organisation des services d'archivage et de la bibliothèque du Centre;

Début de l'élaboration des normes relatives au bureau d'étude;

Début de l'élaboration de plans type de pièces d'équipement.

iii) Coopération technique en vue de l'élaboration des documents de base

Assurer la coopération technique en vue de l'acquisition des documents de base intéressant le premier lot d'équipement figurant sur la liste des produits prioritaires devant être communiquée par les pays membres et poursuite des efforts de coopération au sujet d'autres produits en collaboration avec l'ONUDI, la FAO, l'UNESCO, le Département de la coopération technique pour le développement du secrétariat de l'ONU et d'autres organisations internationales et spécialisées de l'étranger.

iv) Produits prioritaires

Acquisition dans les Etats membres des produits prioritaires nécessaires aux activités du Centre dans certains secteurs donnés de l'agriculture, des transports, de la construction et de la maintenance; organisation de visites dans les pays membres, évaluation des installations de fabrication disponibles et dont la construction est envisagée dans un avenir proche, évaluation des disponibilités en matière première et organisation de débats sur l'ordre de priorité.

v) Banque de données

Création d'une Banque de données et d'informations en collaboration avec le PADIS, le Département de la coopération technique pour le développement du Secrétariat de l'ONU et l'ONUDI eu égard aux biens d'équipement installés dans différents pays d'Afrique ainsi qu'aux sources d'approvisionnement, diffusion des données dans les pays membres et organisation d'échanges d'information entre les pays d'Afrique sur les fiches techniques de matériel et sur les coûts de la mise en oeuvre des projets industriels.

vi) Pièces détachées et entretien

Lancement d'activités dans les ateliers d'entretien des pays membres et organisation de la production de pièces détachées en plus grandes quantités.

vii) Renforcement et modernisation des installations de fabrication existantes

Lancement d'activités visant le renforcement et la modernisation des ateliers existants dans les pays membres.

viii) Diffusion de l'information et consultations

Organisation de débats sur la conception de la fabrication de biens d'équipement dans les pays membres africains en association avec la CEA, l'ONUDI, la FAO, l'OIT et d'autres institutions nationales et internationales.

ix) Echanges avec les institutions nationales et internationales et en particulier avec :

- le Centre régional africain de technologie
- l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques
- l'Organisation régionale africaine de normalisation
- les centres nationaux de recherche - développement et de services de consultants
- l'Institut fédéral de l'organisation de la recherche industrielle
- l'Office des grains du Nigéria (Nigerian Grains Board)
- l'Institut international d'agriculture tropicale
- l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest
- les universités et les écoles polytechniques des pays membres

x) Atelier consacré au développement des centres nationaux

Organisation d'un débat dans le cadre d'un atelier de deux semaines (septembre/octobre 1982) en vue de la diffusion d'idées sur la création et le développement des centres nationaux et leurs orientations.

79. Le programme de travail du Centre vise à faire en sorte que les Etats membres parviennent progressivement à l'autosuffisance dans le cadre de leur programme d'industrialisation, à se doter du personnel technique qualifié dans les domaines de la conception industrielle et de la fabrication et enfin à ne plus être tributaires à l'excès des pays industrialisés.

C. Centre régional africain de technologie (CRAT)

1. Programme de travail

80. Le programme de travail biennal du Centre 1982-1983 découle du premier programme quinquennal qui avait été approuvé par le Conseil d'administration en février 1981. Les programmes ont été élaborés et mis au point dans le cadre du Plan d'action de Lagos.

81. Le premier plan quinquennal recouvre quatre sous-programmes, à savoir :

a) Développement de technologies typiquement africaines et d'autres technologies désormais utilisées dans le domaine de la production, du traitement, du stockage et de la commercialisation des aliments;

b) Développement de technologies typiquement africaines ~~dans les~~ secteurs prioritaires autres que l'alimentation;

c) Fourniture de services consultatifs dans le domaine de la technologie du développement;

d) Renforcement des moyens du Centre.

82. En adoptant le premier programme de travail quinquennal du Centre, le Conseil d'administration a fait remarquer qu'il convenait d'accorder la priorité au sous-programme relatif au renforcement des moyens du Centre et qu'il importait par ailleurs de mettre sur pied des projets orientés vers l'action qui permettraient de réaliser les objectifs des autres sous-programmes. C'est ainsi qu'a été mis sur pied un projet d'appui institutionnel destiné à fournir au Centre le personnel qualifié complémentaire nécessaire à l'exécution du programme. En outre, des projets concrets ont été identifiés en coopération avec diverses institutions des Nations Unies dans les secteurs prioritaires de l'alimentation, de l'énergie et du développement rural. Dans chacun de ces secteurs, les projets ont été conçus de façon à offrir des services d'information et de documentation et de formation et de consultance susceptible d'assurer la liaison avec les divisions organiques du Centre.

83. Les principaux projets qui ont été identifiés en vue de la réalisation des objectifs du premier programme de travail quinquennal du Centre sont les suivants :

a) Réduction des pertes après récolte;

b) Création en Afrique de services régionaux de démonstration sur la biomasse;

c) Développement et promotion de techniques appropriées pour le développement rural;

d) Organisation de journées d'études sur les réglementations nationales en matière de transfert et de développement de techniques;

- e) Développement des capacités techniques nationales;
- f) Démonstration sur le terrain de techniques à bon marché;
- g) Promotion de techniques autochtones africaines et autres techniques actuellement utilisées dans le secteur de l'alimentation.

84. D'autres projets impliqueront des activités parallèles dans les domaines suivants :

- a) Mise en place d'une bibliothèque et d'un service de documentation; publication de bulletins d'information;
- b) Inventaires des institutions opérant dans le domaine de la science et de la technique et détermination de leurs ressources;
- c) Organisation de foires et de démonstrations sur le terrain dans le domaine de la science et de la technique;
- d) Bourses de perfectionnement et stages dans le domaine de la formation;
- e) Organisation des réunions du Groupe africain sur des questions particulières du domaine de la science et de la technique;
- f) Fourniture d'une assistance pour l'organisation de séminaires nationaux sur le Plan d'action de Lagos et des réunions consultatives des groupes de recherche-développement.

85. Ces programmes devraient permettre d'orienter les Etats membres vers le développement de techniques grâce auxquelles ils pourront en définitive devenir autonomes sans plus dépendre excessivement des techniques étrangères importées en général à des conditions défavorables et à un coût que leurs économies ne peuvent supporter.

86. Dans les domaines prioritaires spécifiques de l'alimentation, de l'énergie et de la formation, ces programmes devraient contribuer à instaurer une autonomie individuelle et collective en matière d'alimentation, à réduire la dépendance vis-à-vis des importations d'énergie, à accroître le volume total d'énergie fournie aux zones rurales et à renforcer les capacités techniques des pays africains grâce à des activités régionales et sous-régionales.

87. Les activités prévues pour 1982-1983 font partie du programme quinquennal 1982-1986. Les activités se poursuivront donc au-delà de 1983 avec un examen périodique et les ajustements nécessaires effectués sur la base de l'expérience de 1982-1983.

D. Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN)

1. Programme de travail

88. Les activités prévues pour la période 1982-1983 portent sur les cinq éléments suivants du programme :

a) Renforcer le secrétariat de l'ORAN conformément aux indications données aux paragraphes 184 à 189 du Plan d'action de Lagos et créer au sein du secrétariat une bibliothèque régionale des normes chargée de rassembler les normes aux niveaux national, régional et international et de fournir sur demande des renseignements aux Etats membres et à toutes les personnes intéressées;

b) Elaborer des normes africaines en ce qui concerne les matériaux et les méthodes mentionnés au paragraphes 175 du Plan d'action de Lagos ainsi que pour les produits intéressant le commerce intra-africain tel qu'il est stipulé au paragraphe 250 (ii) (k) du Plan d'action de Lagos. En conséquence, et dans l'optique des paragraphes 66, 67 et 207 du Plan d'action de Lagos, les huit comités techniques suivants seront chargés de formuler des normes régionales africaines dans leurs domaines respectifs :

- Comité technique des normes générales de base,
- Comité technique pour l'agriculture et les produits alimentaires,
- Comité technique pour le bâtiment et le génie civil,
- Comité technique pour les industries mécaniques et métallurgiques,
- Comité technique pour la chimie et les industries chimiques,
- Comité technique pour les industries électriques et électroniques,
- Comité technique pour les produits textiles,
- Comité technique pour les transports et les communications,

c) Organiser des journées d'études, des séminaires et des cours de base de formation sur la normalisation, le contrôle de la qualité et la métrologie à l'intention du personnel travaillant dans le domaine de la normalisation dans les pays africains;

d) Conseiller et aider les Etats membres dans la mise en place de leurs mécanismes nationaux pour les activités de normalisation, du contrôle de la qualité, de certification et de métrologie afin de leur permettre d'atteindre les capacités de normalisation et de mesure mentionnées plusieurs fois dans le Plan d'action de Lagos (paragraphes 127 vii), 172 b) et 250 ii) j));

e) Organiser des missions et lancer des activités de promotion destinées à développer les activités de normalisation, de contrôle de la qualité, de certification et de métrologie dans la région et à diffuser des renseignements sur les activités de l'ORAN en vue d'élargir la composition de l'organisation conformément au paragraphe 250 ii) k) du Plan d'action de Lagos et lancer une campagne pour diffuser des renseignements sur la qualité des produits africains conformément au paragraphe 250 ii) l) du Plan d'action de Lagos.

89. La réalisation des activités énumérées ci-dessus devrait avoir les incidences suivantes :

a) Contribuer à la réalisation des objectifs d'industrialisation de la région conformément aux dispositions des paragraphes 66 et 67 du Plan d'action de Lagos;

b) Aider à l'application efficace de la science et de la technique au service du processus de développement socio-économique de la région conformément aux dispositions du chapitre V du Plan d'action de Lagos;

c) Aider à l'intégration et à la coordination des infrastructures des transports et des communications dans la région conformément aux dispositions du paragraphe 207 du Plan d'action de Lagos;

d) Promouvoir le développement et l'expansion du commerce intra-africain conformément aux dispositions du paragraphe 250 du Plan d'action de Lagos;

e) Contribuer à l'intégration rapide des divers secteurs économiques du continent africain comme prévu dans l'Acte final de Lagos.

90. Les activités indiquées ci-dessus sont essentiellement des tâches en cours d'exécution et des activités continues dont le détail de l'exécution sera indiqué dans les programmes annuels de travail ultérieurs. La coordination avec les institutions similaires doit être effectuée par le biais de consultations régulières et d'échange d'informations qui permettraient d'harmoniser les programmes de travail de toutes les institutions intéressées.

E. Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe

1. Programme de travail

91. Tous les programmes de travail du Centre sont établis sur la base de demandes présentées directement par les gouvernements des Etats membres.

a) Au niveau national

i) Ressources géothermiques

Avec la flambée du prix des produits pétroliers, la recherche d'énergies de substitution devient une activité très importante. Les pays à cheval sur la Grande fosse orientale sont susceptibles de tirer des profits considérables de cette ressource.

ii) Minerai de fer

La qualité et la quantité des gisements de minerai de fer déterminent la capacité d'un pays à exploiter cette ressource et à créer une industrie de l'acier qui constitue la pierre angulaire de l'industrialisation.

iii) Minéraux industriels

Pour les industries d'engrais à base de minéraux, de la construction et de matériaux réfractaires, on doit élaborer un croquis bien documenté comportant tous les types de données et tous les renseignements nécessaires.

iv) Métaux non ferreux

L'or et le platine, qui sont des métaux précieux sources de devises, constituent des éléments primordiaux de l'activité du Centre.

v) Enquêtes géophysiques et géochimiques

L'interprétation des données géophysiques est un domaine dans lequel aucun des Etats membres ne dispose encore de la compétence requise. Un certain nombre d'études des sols seront effectuées par le Centre lui-même.

92. La formation de groupe sera poursuivie au niveau national.

b) Au niveau sous-régional

93. On mettra tout en oeuvre pour promouvoir une entière coopération avec le Groupe du développement industriel et des services industriels des institutions parrainées par la CEA.

i) Réparation et entretien du matériel

Des lots de matériel électronique et mécanique de plusieurs millions de dollars attendent d'être réparés. Le coût de leur remplacement est très élevé et on peut réaliser des économies substantielles en les faisant réparer.

ii) Normalisation

Il est indispensable de travailler à l'élaboration d'une procédure de base commune à tous les pays.

iii) Compilation

Les données individuelles des pays doivent être compilées et servir à l'établissement de cartes et d'organigrammes viables indiquant une image de la région et permettant d'accélérer la planification concrète en vue d'une exploration spécifique des ressources.

iv) Inventaire

Il permettra à chaque pays de connaître les ressources minérales dont il dispose.

v) Diffusion des informations

Il conviendrait d'éviter les doubles emplois dans les domaines de la recherche, etc.. On pourrait ce faire en assurant la diffusion de renseignements sur ce qui se fait ailleurs par le reste de la communauté scientifique.

c) Au niveau régional

i) La deuxième Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique bénéficiera d'une participation active des Etats membres.

ii) Le Centre va collaborer avec la Société géologique africaine pour organiser des réunions, des séminaires et des journées de travail.

d) Au niveau international

94. La participation aux colloques et aux séminaires appropriés fera l'objet d'un examen sérieux.

2. Formation

a) Stages : Ils porteront sur les domaines suivants :

- i) Géophysique de la prospection;
- ii) Techniques d'extraction dans les petites mines;
- iii) Réparation et entretien du matériel;
- iv) Traitement des données concernant les sciences de la terre.

b) Bourses

95. Les bourses accordées dépendront des ressources disponibles.

96. On espère que les programmes aideront les Etats membres à résoudre les problèmes qui se posent à eux dans le domaine des ressources minérales et qui tiennent :

- a) A un manque d'informations sur les ressources minérales;
- b) A une pénurie de capitaux, de compétences et de techniques;
- c) A la dépendance à l'égard des sociétés transnationales étrangères pour la mise en valeur d'une gamme généralement peu étendue de ressources naturelles;
- d) A l'incapacité des pays d'exercer une souveraineté effective et permanente sur leurs ressources minérales et autres.

97. La plupart des programmes organisés à la demande des Etats membres seront poursuivis au-delà de 1983. Les autres programmes à savoir les cours de formation, les stages, les colloques et les conférences ont un caractère permanent mais ne se tiennent pas de façon régulière.

IV. GROUPE DE TRAVAIL SUR LA PLANIFICATION ET LA GESTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LA PERIODE BIENNALE 1982-1983

Introduction

98. Les institutions qui sont membres du Groupe de travail pertinent collaboreront pour :

- a) entreprendre collectivement une recherche dans les domaines d'intérêt commun;
- b) organiser conjointement des conférences, séminaires et stages;
- c) organiser conjointement des programmes de formation aussi bien dans les différents sièges qu'à l'extérieur de ceux-ci;
- d) procéder à un échange du personnel enseignant et des chercheurs;
- e) procéder à un échange de matériel de formation et de recherche;
- f) fournir des services consultatifs communs aux pays africains intéressés.

99. Des mesures sont en cours d'élaboration pour arriver à une simplification des programmes et budgets relatifs à ces domaines de collaboration. Dès que le plan quinquennal de l'IDEP aura été approuvé par la Conférence des ministres qui doit se tenir du 19 au 23 avril 1982 à Tripoli, il sera envoyé aux autres Etats composant le Groupe de travail de façon à servir de base à des efforts communs dans les domaines d'intérêt commun. D'autres institutions membres du Groupe de travail prendront des mesures analogues.

1. Regional Institute for Population Studies (RIPS)

100. Compte tenu des demandes de plus en plus nombreuses adressées à l'Institut par des pays, on envisage de porter au cours des cinq prochaines années à 35 le nombre d'étudiants admis chaque année à préparer le diplôme universitaire et de limiter à 15 environ le nombre des étudiants admis en cours de maîtrise. On espère également qu'au cours de la période quinquennale, le cours de préparation au doctorat deviendra un cours ordinaire que suivront cinq étudiants par année. Devant cette augmentation du volume des travaux de recherche et la nécessité d'utiliser des documents en français, on a déjà prévu d'enseigner le français à tout le personnel et à tous les étudiants.

101. On prévoit de renforcer les programmes extérieurs de l'Institut. On espère pouvoir chaque année organiser dans les divers pays, deux cours de formation à l'intention du personnel d'appui de niveau intermédiaire ou subalterne ainsi que deux autres cours à l'intention des experts en démographie qui porteront sur des domaines spécialisés. On prévoit qu'à chacun de ces cours, il y aura environ 25 étudiants. Les cours spécialisés seront complétés par un stage ou un séminaire annuel qui se tiendra à Accra.

102. On envisage également, au cours de la période quinquennale, de renforcer le programme de publications. Dans le cadre de la première phase de ce programme, une vingtaine de publications sur les 35 achevées vont être diffusées sous forme de monographies. On prévoit également...

103. En plus des conditions économiques difficiles du pays hôte auxquelles l'Institut, son personnel et ses étudiants doivent faire face, trois problèmes majeurs se posent à l'Institut.

104. Le plus grave de ces problèmes est l'absence d'une installation de mini-ordinateurs à l'Institut. L'Institut n'est que trop conscient de la nécessité de former les jeunes experts en démographie à l'utilisation des ordinateurs et le fait de ne pas en avoir a gêné l'enseignement et les travaux de recherche. Pour ne prendre qu'un exemple, la recherche sur les modèles de simulation de la fécondité et la mortalité avec utilisation de données sur l'Afrique a été considérablement gênée par l'absence d'un mini-ordinateur à l'Institut. Cette installation n'aurait coûté que 150 000 à 200 000 dollars des Etats-Unis. L'Institut serait grandement reconnaissant à la Conférence si celle-ci lui apportait son appui dans les efforts qu'elle fait pour disposer d'un ordinateur.

105. Le deuxième groupe de problèmes découle du volume des fonds et de l'appui accordés à l'Institut. Les buts que l'Institut s'est fixés en matière de formation, de recherche et de services consultatifs exigent qu'il dispose d'un certain nombre de spécialistes, de machines et de fonds déterminés. Au cours de dix dernières années, l'Institut a dû se contenter d'environ six spécialistes chaque année. Etant donné l'augmentation du volume de travail en ce qui concerne l'enseignement, la recherche et la publication^{to} comme les services consultatifs et l'information, il faut au moins 12 spécialistes pour que l'Institut puisse s'acquitter correctement de ses fonctions. Le paiement des traitements de ces spécialistes dépend des fonds que l'Institut reçoit de l'Organisation des Nations Unies, par l'intermédiaire du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et des gouvernements africains. L'Institut serait donc reconnaissant à la Conférence si celle-ci pouvait attirer l'attention sur la nécessité d'augmenter les ressources de l'Institut de façon à ce qu'il puisse rester à la hauteur des autres centres d'études avancées en matière de démographie situés dans d'autres régions du monde.

106. Troisièmement, les cours de l'Institut ont été conçus comme des cours intensifs et les programmes de travail sont très chargés. Il y a eu des difficultés considérables dans le passé dues au fait que les gouvernements tardaient à désigner les candidats. Ces retards font que les étudiants potentiels ne sont pas convenablement préparés et que l'Institut ne peut pas les informer sur les conditions qu'ils trouveront dans le pays hôte. Par ailleurs, les étudiants arrivent en retard et doivent non seulement s'habituer à un rythme de travail intensif mais également rattraper le temps perdu. L'Institut serait reconnaissant aux gouvernements et aux institutions de faire en sorte que la liste des étudiants désignés lui parvienne avant le mois de juillet. Il pourrait alors donner aux étudiants suffisamment de temps pour se préparer au travail intensif et aux conditions de vie difficiles qu'ils rencontreront et les aider de son mieux.

107. Finalement, l'Institut souhaiterait remercier tous les gouvernements et institutions pour la confiance qu'ils lui accordent en lui envoyant un aussi grand nombre d'étudiants. Il apprécie leur soutien et fera tout son possible pour répondre à leurs besoins.

2. Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD)

A. Programme de travail

108. Cette activité sera poursuivie en début 1982 avec l'organisation, en collaboration avec la Division de statistique de la CEA, d'une réunion sur l'enseignement de la démographie dans les écoles de statistique de la région.

109. Au cours des prochaines années, l'IFORD renforcera son cours de formation de démographes en poursuivant les cours existants, en renforçant ses autres activités de formation et en créant de nouvelles.

110. C'est ainsi que le nombre de stagiaires augmentera. En outre on essayera d'arriver à une meilleure répartition régionale des effectifs.

111. Le programme du cours restera essentiellement le même. Cependant, la discipline "population et développement" qui figurait dans le programme des trois dernières années sera développée et renforcée.

112. L'IFORD continuera à organiser des activités liées aux autres aspects de sa mission de formation.

113. Des cours de recyclage seront notamment organisés une fois par an. Ils s'adresseront à des démographes déjà en service de façon à permettre à ceux-ci de savoir comment élaborer des techniques et appliquer des idées, d'échanger des données d'expérience et de se concerter.

114. Parmi les nouvelles activités de formation qui seront lancées on accordera une attention spéciale à une initiation intensive à la démographie et à la statistique, initiation qui sera organisée au niveau national, la priorité étant donnée aux pays qui ne profitent pas encore des cours dispensés à l'Institut. Il s'agira d'une formation en cours d'emploi destinée à des personnes de niveau intermédiaire comme par exemple les adjoints techniques ou les adjoints techniques de la statistique travaillant dans les services nationaux de statistique.

115. Les cours intensifs, qui dureront entre quatre et six semaines, seront bâtis autour de brochures établies par les enseignants de l'IFORD.

a) Recherche

116. L'une des tâches de l'IFORD consiste à promouvoir et à renforcer la recherche démographique dans les pays desservis par l'Institut.

117. Cette tâche comporte trois volets :

- i) Effectuer des travaux de recherche;
- ii) Produire des publications qui faciliteront la diffusion des informations et des connaissances concernant les populations africaines;
- iii) Organiser des réunions scientifiques en vue de faire connaître les travaux effectués dans la région et promouvoir l'échange d'idées et de données d'expérience entre spécialistes dans la région.

b) Travaux de recherche

118. En ce qui concerne les travaux de recherche, l'Institut a été chargé d'entreprendre des travaux de recherche méthodologique, de réaliser des études sous-régionales et d'effectuer tous les travaux de recherche qui débordent le cadre national.

119. Il a été notamment demandé à l'Institut d'entreprendre les travaux de recherche de caractère essentiellement expérimentale devant aboutir à la mise au point de nouvelles méthodes de collecte et d'analyse qui soient mieux adaptées aux réalités de la région.

1) Enquêtes sur la mortalité infantile et juvénile

120. Depuis l'ouverture, en octobre 1976, du Département de la recherche de l'Institut, l'étude de la mortalité infantile et juvénile constitue un des principaux thèmes de recherche.

121. L'étude consiste à calculer, de façon aussi précise que possible, le taux de mortalité pendant les deux premières années de la vie et à analyser les aspects différentiels dans leurs rapports avec d'autres éléments du comportement démographique.

122. Cette étude est basée sur les données d'un enquête où l'on a eu recours à l'observation à passages multiples pendant une période de trois ans.

123. L'enquête a d'abord porté sur les zones urbaines et couvrira ensuite les zones rurales.

124. Les enquêtes dans les zones urbaines ont porté sur un échantillon de six villes : Yaoundé, Ouagadougou, Lomé, Cotonou, Brazzaville et Bamako. Elles ont commencé aux dates indiquées ci-après :

Yaoundé	1er janvier 1978
Ouagadougou	1er octobre 1978
Lomé	1er mai 1979
Cotonou	1er octobre 1979
Brazzaville	1er février 1980

125. L'enquête sur Bamako doit commencer le 1er janvier 1982.

126. Afin de mener les enquêtes sur les zones urbaines, le Département de la recherche, en collaboration avec les chercheurs des pays participant au projet et d'autres chercheurs appartenant à des institutions étrangères, a mis au point une méthodologie de collecte de données.

127. Pour l'enquête de Yaoundé, lorsqu'on a terminé la collecte des données en janvier 1981, le Département de la recherche a effectué une étude sur la façon de traiter les données fournies par les enquêtes sur les zones urbaines. Le traitement proprement dit des données de l'enquête sur Yaoundé a commencé en 1981.

128. Au cours de l'année universitaire 1980/81, il a été procédé à l'analyse de certaines données fournies par l'enquête de Yaoundé, mais les principaux travaux d'analyse seront effectués au cours de l'année universitaire 1981/82 lorsque le traitement des données sera terminé.

129. Le traitement des données fournies par les autres enquêtes sur les zones urbaines ainsi que les résultats de l'analyse feront l'objet d'un nouvel examen au cours de la réunion technique spéciale qui sera organisée par l'Institut en 1982.

130. L'enquête sur les zones rurales commencera à une date ultérieure. Toutefois, on a déjà mis au point une méthode d'observation des phénomènes démographiques dans les zones rurales, méthode qui a été expérimentée en 1981 au Bénin, en Haute-Volta et au Togo.

131. Par ailleurs, on utilise actuellement au Sénégal une méthode d'enquête dans les zones rurales élaborée d'après celle de l'Institut.

ii) Autres activités

132. Outre l'étude de la mortalité infantile et juvénile, le Groupe de travail du Département de la recherche travaille actuellement sur les deux sujets suivants :

- a) Concepts démographiques adaptés aux milieux africains;
- b) Analyse des résultats des recensements.

133. Un grand nombre de thèmes font également l'objet de divers travaux de recherche qui portent, pour la plupart, sur la mortalité, la fécondité, l'âge et la croissance urbaine.

c) Promotion de la recherche

134. La promotion de la recherche est contenue de manière implicite dans deux des trois objectifs de l'Institut concernant la recherche démographique; il s'agit de la publication de documents et de l'organisation de réunions scientifiques visant à promouvoir la diffusion d'informations et l'échanges d'idées et de données d'expérience entre les spécialistes de la région.

135. A cette fin, l'Institut a récemment organisé deux réunions :

- i) Une réunion des experts africains sur les politiques démographiques en Afrique, organisée en mars 1979, avec la collaboration de l'Institut et l'appui technique de la Division de la population du Secrétariat de l'ONU;
- ii) Un colloque sur la démographie, organisé en janvier 1979 à Abidjan, auquel ont participé plus de 100 démographes.

136. Ce type d'activités sera poursuivi dans l'avenir avec l'organisation, en 1982, à Bamako (Mali), d'un séminaire national sur les politiques démographiques.

137. Une seule publication de l'Institut, intitulée "Demography Liaison Bulletin", paraît de façon régulière. Ce bulletin a pour objectif de mettre en rapport les démographes travaillant dans la région ou effectuant des travaux sur la région. Il rend compte des travaux récemment effectués, des mouvements démographiques, des publications récentes et des dernières réunions.

138. Ce bulletin a été lancé en janvier 1979, et trois numéros ont déjà parus. Un autre bulletin, "IFORD Annals", est publié depuis bientôt sept ans, mais seuls cinq numéros ont parus. Ce bulletin a pour objectif la publication de différents travaux et documents. En raison de moyens financiers et de personnel, il n'a pas été possible de publier davantage de numéros.

139. Un projet relatif à la publication d'un troisième bulletin intitulé "African Population" destiné à la publication d'articles, ne s'est toujours pas concrétisé.

d) Perspectives

140. Les activités de l'Institut ont pris du retard par rapport aux activités de formation, et en outre elles n'ont pas connu le même développement.

141. La raison en est que la priorité a été jusqu'ici accordée aux activités de formation et que les ressources disponibles pour la recherche ont été insuffisantes.

142. A cet égard, il convient de signaler que les fonds destinés au financement des activités de recherche et à leur promotion proviennent, dans leur quasi-totalité, de l'étranger, ce qui ne favorise guère le développement harmonieux de ces activités.

143. Il conviendrait d'accorder à l'avenir la priorité au développement des activités de recherche de l'Institut. Il importe, en particulier, de promouvoir la recherche en vue de permettre aux 150 démographes travaillant dans les pays desservis par l'Institut de sortir de leur isolement et d'ainsi progresser davantage.

144. Si l'on veut développer la recherche, il convient de doter l'Institut de personnel supplémentaire.

145. En tout état de cause, des différents types d'activités de recherche exigent davantage de ressources financières. Il convient non seulement de les augmenter en termes absolus, mais également d'augmenter constamment leur part dans le budget ordinaire afin de ne pas dépendre des ressources extérieures pour le financement de la plus grande partie de ces activités.

146. En ce qui concerne les travaux de recherche, l'exploitation et l'analyse des données fournies par les enquêtes sur la mortalité infantile et juvénile dans les zones urbaines constitueront, dans les années à venir, la principale activité du Département de la recherche. Parallèlement, il sera effectué une enquête portant sur la mortalité infantile et juvénile dans les zones rurales.

147. D'autres thèmes seront incorporés au programme de recherche, dès que l'Institut aura été doté de personnel supplémentaire.

3. Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social

A. Programme de travail

a) Recherche

- i) Etude sur les institutions africaines de formation et de recherche en matière de développement social;

Objectifs :

- a) Publier une étude sur les institutions africaines de formation et de recherche en matière de développement social;
- b) Publier un répertoire des experts africains en matière de développement social;
- c) Créer une banque de données sur le programme de formation en matière de développement social en Afrique;
- d) Publier un répertoire des travaux de recherche en matière de développement social en Afrique.

Une fois que ces objectifs auront été réalisés, des études analytiques portant sur le contenu, l'intérêt et l'orientation de ces programmes de formation et

- ii) Lancement de travaux de recherche et mise au point de matériels d'enseignement et d'apprentissage et de programmes autochtones à l'intention des différentes catégories d'utilisateurs;
- iii) Evaluation des stratégies africaines en matière de développement social;
- iv) Autosuffisance alimentaire en Afrique;
- v) Technologie et développement rural en Afrique;
- vi) Etude comparée des régimes de sécurité sociale dans certains pays africains;
- vii) Autonomie et développement africain;
- viii) Dynamique du changement social en Afrique;
- ix) Participation et développement en Afrique.

b) Formation

- i) Six programmes de courte durée (6 à 8 semaines) à l'intention des administrateurs et des fonctionnaires de niveau moyen chargés du développement social.

Thèmes : Administration sociale, développement social, planification sociale et aménagement rural.

c) Stages/Réunions

- i) Deux stages d'une durée de deux semaines seront organisés à l'intention des responsables et hauts fonctionnaires;
Sujet : nouvelle définition du développement social et ses conséquences pour la planification du développement au niveau national.
- ii) Réunion d'un groupe intergouvernemental d'experts en vue d'examiner les résultats de l'étude comparée des systèmes de sécurité sociale en Afrique;
- iii) Réunion des directeurs des instituts de formation et de recherche en matière de développement social en Afrique;

Sujet : Schéma théorique du développement social en Afrique : Conséquences pour les activités des institutions de formation et de recherche.

La réunion procédera également à l'examen des résultats de l'étude entreprise par les instituts de formation et de recherche en matière de développement social en Afrique.

CHAPITRE V

GROUPE DE TRAVAIL SUR LE COMMERCE ET LES TRANSPORTS

(PERIODE BIENNALE 1982-1983)

148. Le programme de travail des institutions pour 1982-1983 dans le domaine du commerce et des transports ainsi que les résultats attendus de ces travaux sont brièvement résumés ci-après :

A. Association des organisations africaines de promotion commerciale1. Programme de travail

a) Rassembler les monographies commerciales des Etats membres en anglais, en français et en arabe;

b) Sélectionner les acheteurs et vendeurs éventuels des produits pouvant être commercialisés entre les Etats africains et préparer une réunion des acheteurs et vendeurs africains;

c) Etudier les principaux marchés africains pour les produits africains et organiser "une semaine africaine" dans ces marchés.

d) Etudier les circuits de distribution des principaux produits africains dans les principaux marchés africains;

e) Poursuivre la publication de bulletins d'informations commerciales tels que "Flash", "Perspectives commerciales africaines" et d'annuaires;

f) Elaborer un programme de formation continue en procédant à des échanges de fonctionnaires, en étroite collaboration avec les institutions nationales de promotion commerciale;

g) Créer un centre régional d'information commerciale au siège de l'Association des organisations africaines de promotion commerciale en renforçant les installations existantes.

Il est prévu que les activités susmentionnées permettront :

a) aux hommes d'affaires de mieux appréhender les possibilités dans le domaine du commerce intra-africain et de conclure des affaires concrètes;

b) d'accroître le nombre des fonctionnaires africains qualifiés dans le domaine de la promotion commerciale et des hommes d'affaires africains;

c) de créer un centre d'information sur le commerce régional permettant de répondre aux besoins des Africains;

d) de constituer un réseau de consultants africains en promotion commerciale.

B. Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN)1. Programme de travail

149. Pour le rapport relatif au programme de travail de l'ORAN, se rapporter au chapitre III D ci-dessus.

C. Organisation interafricaine du café

1. Programme de travail

150. Les activités de l'Organisation interafricaine du café pour la campagne 1981-1982 (octobre à septembre) consistent à :

- a) Conseiller les Etats membres en vue de l'application du système des contingents;
- b) Coordonner les point de vue des Etats membres en vue des négociations internationales sur les contingents pour 1982-1983 et la participation de ces Etats à ces négociations;
- c) Préciser la position commune du groupe africain sur l'accord élargi sur le café;
- d) Réaliser une étude sur les perspectives dans le domaine de l'industrie du café en Afrique;
- e) Aider les Etats membres qui en font la demande;
- f) Etablir des relations de travail étroites avec les organismes internationaux intéressés.

151. Ces activités ont pour but de coordonner la politique de commercialisation au sein des Etats membres et de promouvoir les intérêts du groupe africain producteur de café.

D. Association des administrations portuaires de l'Afrique de l'Ouest et du Centre

1. Programme de travail

- a) Application du modèle statistique dans les ports des pays membres francophones;
- b) Création de deux services communs de dragage sous-régionaux;
- c) Mise en oeuvre du nouveau système international de balisage;
- d) Deuxième colloque sur les ports africains;
- e) Création d'un fonds d'affectation spéciale des ports;
- f) Déploiement d'équipes spéciales chargées des opérations portuaires dans les ports les moins développés;
- g) Formation et perfectionnement du personnel à terre.

152. Il est prévu :

- a) De parvenir à uniformiser la collecte des statistiques et l'analyse des données en vue d'améliorer la productivité et de procéder à une planification effective et efficace à long et court terme;
- b) D'améliorer la sécurité dans le domaine de la navigation conformément aux normes internationales en vigueur;
- c) D'accroître la capacité des ports pour accueillir les bateaux plus grands et spécialisés des années 80 (troisième génération de bâtiments);